

COMMUNIQUE DE PRESSE DES EVEQUES
DE LA CONFERENCE EPISCOPALE NATIONALE DU CONGO (CENCO)
A L'ISSUE DE LEUR 50^{ème} ASSEMBLEE PLENIERE

1. Réunis à Kinshasa, du 24 au 28 juin 2013, pour leur 50^{ème} Assemblée plénière, Son Eminence le Cardinal, les Archevêques et Evêques, membres de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), ont rendu grâce à Dieu pour le chemin parcouru par l'Eglise-famille de Dieu en RD Congo. Ils ont demandé au Très-Haut de continuer à bénir leur labeur apostolique pour la gloire de son nom et le salut du peuple de Dieu confié à leur sollicitude pastorale.
2. Au cours de ces assises tenues en cette Année de la foi, et dans le but de raviver et de raffermir la foi des fidèles, ils leur ont adressé une exhortation pastorale intitulée « *Seigneur augmente en nous la foi* ».
3. A la suite du Synode sur la Nouvelle évangélisation pour la transmission de la foi, ils ont levé l'option de poursuivre la mission évangélisatrice par une approche thématique. Aussi, compte tenu de tous les défis auxquels la famille, cellule de base de la société et église domestique, est confrontée, ils ont arrêté d'approfondir ce thème au cours de leurs prochaines réunions.
4. Durant leurs travaux, une délégation de l'Assemblée a été reçue par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, AUGUSTIN MATATA PONYO. Les échanges avec lui ont porté sur la paie des salaires des enseignants. Comme pasteurs vivants au milieu du peuple congolais, ils ont partagé au Chef du Gouvernement les souffrances des enseignants éloignés des structures bancaires et qui ne reçoivent plus leur salaire à temps. Ils ont examiné avec lui la possibilité de continuer, à travers leur structure Caritas-Congo, à rendre le service de la paie des enseignants dans les territoires, secteurs et groupements identifiés et encore impayés jusqu'à cette date.
5. Les Evêques de la CENCO ont examiné la situation tragique de trois prêtres assomptionistes : **pères Jean-Pierre NDULANI, Anselme WASIKUNDI et**

Edmond BAMUTUPE et de nombreux autres compatriotes enlevés dans le Diocèse de Butembo-Beni. Ils ont réitéré l'appel pour leur libération. Pour ce faire, ils demandent instamment au Gouvernement de la République **de prendre cette situation en mains pour identifier les ravisseurs, retrouver et libérer tous ces otages**. Ils lui suggèrent de constituer un Comité de crise chargé de la gestion de cette question jusqu'à la libération effective de tous ces compatriotes enlevés. Ils sollicitent également **l'implication ferme de la MONUSCO pour trouver solution à cette tragédie**. Conformément à son mandat d'assurer la protection de la population civile et compte tenu des moyens dont elle dispose, les évêques restent convaincus que la MONUSCO est en mesure de contribuer efficacement à la libération de tous ces otages.

6. Au cours de leurs échanges, les Evêques ont déploré la misère du peuple qui s'approfondit du jour au jour et les maigres salaires des fonctionnaires. Au regard de l'écart criant entre les salaires au sein des Institutions de l'Etat, les Evêques invitent le Gouvernement à plus d'effort pour l'amélioration des conditions de vie de la population. Ils demandent à tous les Elus du peuple de se soucier davantage de la population qui les a élus. *Ils estiment inadmissible que les élus se préoccupent plus de leurs salaires et émoluments alors que le peuple croupit dans la misère. A cet effet, ils demandent que soit mise sur pied une commission d'harmonisation des salaires et émoluments au sein des institutions de l'Etat.*
7. Les Evêques de la CENCO saisissent cette occasion pour réaffirmer leur détermination à s'opposer fermement à toute tentative de modification de l'Article 220 de notre Constitution qui stipule : « *la forme républicaine de l'Etat, le principe de suffrage universel, la forme représentative du gouvernement, le nombre et la durée des mandats du Président de la République, l'indépendance du pouvoir judiciaire, le pluralisme politique et syndical ne peuvent faire l'objet d'aucune révision constitutionnelle* ». Par conséquent, les Evêques demandent aux fidèles et aux hommes de bonne volonté de demeurer vigilants et prêts à faire échec à toute manœuvre éventuelle de modification de la Constitution en ses articles verrouillés. Le respect de la loi fondamentale de notre pays constitue le socle de notre jeune démocratie et le gage de la stabilité de notre pays. Ils espèrent que les concertations en perspective y veilleront absolument.
8. Par ailleurs, la 50^{ème} Assemblée plénière a confirmé la mise au point de la CENCO donnée par son Secrétariat général le 13 mai 2013. Cette mise au point rappelait les normes de l'Eglise catholique et la position commune des Evêques de la CENCO qui interdisent formellement aux ecclésiastiques dans notre pays de prendre activement part aux partis politiques et associations à caractère

politique ainsi qu'à la direction des institutions étatiques, quel qu'en soit le niveau, chargées d'organiser les élections dans notre pays. En cohérence avec ces normes, les Evêques réaffirment qu'ils n'ont présenté aucun ecclésiastique à la Commission Electorale Indépendante (CENI).

9. Partant, le cas de Mr l'Abbé APOLLINAIRE MALUMALU, prêtre du Diocèse de Butembo-Beni qui a opté d'œuvrer au sein de la CENI sera pris en charge par son Evêque qui appliquera à son endroit les sanctions canoniques qui s'imposent.
10. Peinés par le cas très regrettable de l'engagement de Mr l'Abbé MALUMALU à la CENI, les Evêques de la CENCO l'ont, pour leur part, démis de sa fonction de Directeur général de l'Institut Panafricain Cardinal Martino (IPCM).
11. Ce cas déplorable a donné aux Evêques membres de la CENCO, l'opportunité d'exhorter et de rappeler à tous les ecclésiastiques (prêtres, religieux et religieuses) la noblesse de leur identité dans l'Eglise et l'impératif d'honorer ses exigences dans leur vie et leur ministère.
12. Les Evêques de la CENCO annoncent la tenue dans notre capitale du 2 au 3 juillet de l'Assemblée plénière de l'Association des Conférences Episcopales de l'Afrique Centrale (ACEAC). Ils remercient notre Gouvernement pour son aide leur apportée dans l'organisation de la 16^{ème} Assemblée du Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et Madagascar (SCEAM) qui se tiendra à Kinshasa du 9 au 14 juillet 2013. Au terme de ces travaux, les Evêques continuent de prier le Seigneur pour notre pays, pour la paix et le progrès de toute la population congolaise.

Fait à Kinshasa, le 29 juin 2013

Abbé LÉONARD SANTEDI
Secrétaire général de la CENCO